



29-01-2014

Éducation prioritaire :

*Les enseignants des Hauts-de-Seine mènent la
lutte contre la baisse drastique des moyens*

Dans la semaine du 13 janvier, le ministre Peillon faisait des annonces mirobolantes à propos de l'avenir de l'Éducation prioritaire. Il y était question de décharges horaires pour les enseignants, de postes supplémentaires systématiques dans les écoles, pour favoriser le travail en commun, de doublement de la prime etc. Au milieu de louanges destinés aux enseignants concernés, il confirmait qu'aucun collège ni aucune école ne sortirait du dispositif de l'Éducation prioritaire.

Quelques zones d'ombres apparaissaient toutefois, peu soulignées par les media, tout à leur travail habituel de diffusion de la bonne parole :

- d'abord, nul ne sait où sera prise la somme destinée à couvrir ces mesures (400 millions d'euros tout de même), pas sur le budget de l'Éducation nationale pour 2014 en tout cas ;
- ensuite, l'annonce de Peillon entérine de fait ce que ses sbires avaient dit depuis le début du travail sur le chantier ZEP, les lycées sont exclus du dispositif ; en bref, après seize ans, plus besoin de moyens supplémentaires ;
- enfin, Peillon oublie de dire que les seuils d'effectifs par classe ne sont plus « un critère efficient » (c'est le terme officiel du rapport sur les ZEP) de l'éducation prioritaire.

Et voilà que, dès la fin de la semaine, les chiffres des dotations horaires des collèges des Hauts-de-Seine tombent : c'est la saignée.

Faute d'une dotation du ministère suffisante, les collèges ZEP du département se trouvent, comme les autres, dotés sur un schéma de 26 élèves par classe en sixième et 30 dans les autres : envolé le seuil des 25 par classe.

Patatras pour ceux qui théorisent l'idée d'une éducation nationale à l'abri de l'austérité ! Dès le lundi 20, les enseignants des collèges en Éducation prioritaire du nord du département se mettent massivement en grève. Une journée de grève départementale, à l'appel de l'ensemble des syndicats, de la CGT à l'UNSA est annoncée le jeudi 23, jour où se discutent les dotations par établissement en Comité Technique, une instance avec les représentants du personnel.

Le DASEN (directeur académique, appelé autrefois inspecteur d'académie) prend peur alors, et se livre à un nouveau calcul. Il enlève des heures aux collèges non prioritaires, laisse en l'état ceux qui, sans être en ZEP s'en approchent, et redonne des heures aux collèges prioritaires ; il commence par ailleurs à entamer sa réserve. Les Hauts de Seine sont un département en forte progression démographique scolaire et cette réserve sert à des ajustements en septembre lorsque la réalité des effectifs dépasse de loin les prévisions officielles.

La grève du 23 janvier est une réussite, 18 établissements (16 collèges et 2 lycées en EP) de Villeneuve-la-Garenne, Gennevilliers, Asnières, Colombes, Clichy et Nanterre sont de la partie, 500 personnes se rassemblent devant la préfecture où siège l'Inspection académique. Recevant une délégation, le directeur académique annonce une dotation supplémentaire du ministère et demande que la grève cesse.

Les grévistes maintiennent la pression. Avec d'autant plus de raisons que, le lundi 27, le DASEN annonce que les moyens nouveaux ne viennent pas du ministère, mais sont pris sur la réserve, qui est désormais vidée. Habilement ; il choisit certains établissements, les premiers dans la grève ou ceux qui n'ont pas l'habitude de la lutte, leur rend les heures qu'il leur avait prises en espérant l'arrêt de la lutte ou tout au moins la descente, grâce à la division.

C'est encore peine perdue. **Lors de la nouvelle journée de grève massive, le mardi 28, un seul des 18 établissements n'est plus en grève.** Et pourtant, certains chefs d'établissements, briefés par le DASEN, n'ont pas manqué de faire pression. **Pire, dix autres établissements, pas forcément en Education prioritaire, et parfois dans le sud du département se joignent à la lutte. L'AG de grévistes du mardi 28 rassemble 250 collègues,** qui expriment leur ras-le-bol de devoir, depuis des années attendre avec anxiété le verdict de la dotation horaire, qui exigent un seuil officiel d'élèves par classe qui les mettra à l'abri, qui disent leur colère, en général, du fait de leurs conditions de travail qui se dégradent et d'un gouvernement qui tourne le dos à ses promesses et qui ment. **Le rassemblement devant le ministère, qui suit, est plus nombreux que celui du jeudi 23 : au moins 700 personnes.** La délégation, reçue par un obscur sous fifre, n'obtient aucune garantie.

L'Assemblée Générale des grévistes, avec toujours l'ensemble des syndicats, exige une dotation supplémentaire du ministère d'environ 2000 heures qui permettent des conditions de travail normales pour les collèges et les lycées en ZEP, pour ceux qui s'en approchent et pour ceux qui, tout en n'étant pas en ZEP, connaissent une importante hausse démographique et qui permette de reconstituer une réserve dont tout le monde sait qu'il faudra y puiser dedans en septembre (entre juin et septembre, ce sont 1 500 heures qui avaient ainsi été injectées en 2013).

La prochaine étape est une nouvelle journée de grève départementale à appel intersyndical jeudi 30 avec un rassemblement devant le rectorat de Versailles.

L'opération politique de Peillon a échoué. Même "Le Monde" s'est fendu d'un article au sujet des grèves dans le nord des Hauts de Seine. Le seul critère qu'il avait voulu mettre à la poubelle, celui des seuils d'effectifs, lui éclate désormais à la figure. Les enseignants du second degré emboîtent désormais les pas de leurs collègues du premier degré avec la lutte contre la réforme des rythmes. **Plus personne n'a confiance dans ce gouvernement ; et, dans les Hauts de Seine, nombre de jeunes collègues enseignants dans les collèges et les lycées en ZEP découvrent que la grève ça sert découvrent leur force irrésistible quand ils sont unis.** Le mouvement fait tache d'huile. Les chiffres des dotations vont bientôt tomber en Seine-Saint-Denis, de quoi donner des idées à certains.

Cette lutte sans concession, sans s'arrêter tant que le but n'est pas atteint, démontre que ce que nous disons depuis des années, à Communistes, se vérifie : les gouvernements mènent tous la même politique au service du Capital et seule la lutte déterminée, la plus unie possible, peut les faire reculer. Une bonne leçon encore pour les adeptes du dialogue social.

www.sitecommunistes.org